

## La France de Ségolène Royal

« Plus juste, la France sera plus forte. » Par ces simples mots, Ségolène Royal marque l'opposition profonde qui la sépare de Nicolas Sarkozy et François Bayrou.

La droite ne cesse de réclamer des « sacrifices » qui seraient « nécessaires » au « redémarrage » de la France et pèsent toujours sur les plus fragiles. Cette France libérée du fardeau de la solidarité deviendrait seulement ensuite « efficace » !

Pourtant cette politique ne marche pas, d'autant que la droite l'accompagne en général de cadeaux à ses clientèles traditionnelles : chacun de ses passages au pouvoir amène donc un ralentissement de la consommation, un nouveau déficit record de la Sécurité sociale et un accroissement historique de la dette de l'État.

La conception de Ségolène Royal est à l'opposé : la France sera plus forte si elle est solidaire, si chacun y trouve sa place, si tous contribuent à son dynamisme... bref, si elle sait mettre en place cet « ordre juste » qui est la condition de son relèvement.

### I) Écouter les Français : la démocratie participative

Ségolène Royal a pris la mesure du 21 avril 2002. La colère et l'exaspération des Français est ancrée dans le sentiment, tellement partagé, que la politique ne s'occupe pas suffisamment des problèmes des Français (salariés, retraités modestes, femmes actives, mères célibataires, patrons de PME) et que les politiques, n'entendent pas, les aspirations des Français.

*« A-t-on porté remède au précaire, à l'insécurité sociale, aux discriminations, à la désertion des services publics, au chômage des jeunes, à ce sentiment d'abandon, de mépris ? Non, hélas, rien ou presque rien n'a été fait. Or chacun sait que, si rien n'est fait, les mêmes causes produiront les mêmes effets et que, ce que la France a connu hier n'est rien en comparaison de ce qu'elle connaîtra demain si toujours rien n'est jamais fait. Et c'est tout le lien social qui, de proche en proche, menacera de craquer. Il y a urgence. J'ai la ferme volonté d'empoigner ce problème à bras-le-corps ».* (Villepinte 11 février 2007).

### II) Le Pacte présidentiel : une forte cohérence

À Villepinte, Ségolène Royal a proposé aux Français un « pacte » : 100 propositions concrètes, réalistes, vérifiables. Des engagements clairs, pouvant être comparés, discutés. Le chiffrage mis sur la table, 35 milliards d'euros sur cinq ans, peut être vérifié, soupesé, critiqué, même. Ségolène Royal avance avec transparence.

Sur le fond, ces propositions tiennent compte à la fois du projet du Parti socialiste et des aspirations remontées des débats participatifs : besoin urgent de soulager la misère et la précarité qui sont le lot de trop de Français, de restaurer la justice sociale, besoin d'innover et de produire des richesses pour l'ensemble des Français, besoin de dignité, désir d'un ordre à la fois ferme et juste, nécessité d'un nouveau contrat avec la jeunesse, besoin que la France retrouve dans le Monde une voix qui porte et qui compte.

Au lieu d'opposer les Français les uns aux autres, de les dresser dans des catégories artificielles – il y aurait les Français méritants et ceux vivant de l'assistanat généralisé, les fonctionnaires ayant « la vocation » et les mauvais agents de l'État, etc. – Ségolène Royal propose à chacun de prendre sa place dans la vie de la Cité.



### III) Face à la méthode autoritaire de N. Sarkozy et à sa culture du conflit, Ségolène Royal ouvre une voie de réconciliation et de coopération

#### • En matière économique et sociale : construire des cercles vertueux

« C'est le système tout entier qui se redresse et qui se rééquilibre » ( « J'ai une question à vous poser » TF1, le 19 février 2007). Il est possible de prendre le problème de la dette et du coût de la protection sociale à bras-le-corps tout en finançant les propositions du pacte présidentiel :

- L'augmentation des salaires les plus bas – porter le SMIC à 1 500 euros le plus tôt possible dans la législature - doit contribuer à relancer la consommation ; une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance sera engagée avec les partenaires sociaux afin d'accompagner une progression du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés.
- L'impôt sera rééquilibré entre travail et capital et indexé sur l'intensité en emploi de l'activité afin de ne plus pénaliser –comme c'est le cas aujourd'hui – les entreprises dont l'activité repose principalement sur les hommes.
- Les PME seront soutenues par la création de fonds régionaux de participation et grâce à une part qui leur sera réservée dans les marchés publics.
- Les efforts accomplis en matière de formation professionnelle permettront de rendre les salariés plus efficaces et donc de renforcer la compétitivité des entreprises.
- Une véritable démocratie sociale, avec des syndicats forts, et donc en position de participer à la vie des entreprises, permettra de « réconcilier la France avec ses entreprises ».
- Les efforts accomplis en matière de formation professionnelle permettront de rendre les salariés plus efficaces et donc de renforcer la compétitivité des entreprises.
- La sécurité sociale professionnelle donnera des sécurités aux salariés (tout salarié licencié disposera d'un contrat comportant une rémunération égale à 90% de son salaire antérieur et d'une formation qualifiante), tout en fournissant aux entreprises l'agilité dont elles ont besoin.

#### • L'environnement : une chance pour l'économie

Là où certains voient l'environnement au mieux comme un impératif de lutte contre des dangers qui menacent l'humanité, au pire une pénalisation de la compétitivité des entreprises, Ségolène Royal voit à la fois une urgence pour l'humanité et une chance pour la France. Il est possible, en visant l'excellence environnementale, de contribuer au respect de la planète et d'acquérir des positions stratégiques sur des technologies, des services, des marchés essentiels et de créer de nouveaux emplois.

#### • Une vision d'une République moderne

« La République, c'est le drapeau tricolore et la Sécurité sociale ». La République, c'est-à-dire à la fois un idéal partagé, défendu par nos ancêtres au prix de leur sang, écouté dans les Nations, et une solidarité effective, concrète, protectrice, qui permet à chaque citoyen de pouvoir prendre pleinement sa part dans la vie de la Nation. La République, c'est avoir conscience de ses devoirs parce que les droits sont respectés.

**Une France plus forte car plus juste**

